



COMITÉ SYNDICAL FRANCOPHONE DE L'ÉDUCATION ET DE LA FORMATION
9405, RUE SHERBROOKE EST, MONTRÉAL (QUÉBEC) CANADA H1L 6P3
Téléphone : 514 356-8888 ■ Télécopieur : 514 788-1254 ■ Courriel : csfef@csq.qc.net
Représentation en France : 46, ave d'Ivry, 75647, Paris, CEDEX 13 ■ Courriel : csfef@snes.edu
Téléphone : + 33 1 40 63 28 32 ■ Télécopieur : + 33 1 40 63 29 68 ■ Adresse Web : www.csfef.org

**Déclaration adoptée à la XIIIe Rencontre du CSFEF
Tenue les 3 et 4 septembre 2012 à Kinshasa (RDC)
Relativement à la situation qui prévaut au Mali**

La XIIIe Rencontre du CSFEF se tient à un moment où de multiples crises secouent le monde et en particulier l'Afrique. Parmi elles, celle de l'invasion du Nord du Mali par des groupes intégristes musulmans et terroristes.

Cette grave crise a occasionné de nombreuses pertes en vies humaines de nombreux blessés, de nombreux viols, une régression des droits des femmes et des milliers de déplacés. Les enfants, frange la plus vulnérable, ont payé le plus lourd tribut. L'éducation qui est leur droit fondamental, est mise à rude épreuve suite à la fermeture des écoles.

Les pratiques de ces envahisseurs constituent une grave atteinte aux droits humains, un crime contre le patrimoine culturel du nord Mali et menacent dangereusement la paix dans la sous région.

Au regard de ce triste constat, la XIIIème Rencontre du CSFEF condamne fermement l'occupation des régions Nord du Mali par les groupes rebelles et terroristes, la destruction de l'école malienne dans la zone occupée, la destruction des sites touristiques, les actes barbares et ignobles commis sur les populations sans défense, la tentative de partition du territoire Malien, l'intégrisme religieux sous toutes ses formes.

La Rencontre compatit à la difficile situation que vivent les populations et particulièrement les enfants qui, au-delà de la souffrance, sont privés de l'éducation.

Elle exprime toute sa solidarité aux enseignants et à leurs organisations syndicales.

La Rencontre demande au gouvernement du Mali de prendre toutes ses responsabilités pour mettre fin, et le plus tôt possible, à la souffrance des populations.

Elle encourage la CEDEAO, la Francophonie, l'UE et les Nations Unies dans la recherche d'une solution rapide

La XIIIe Rencontre du CSFEF recommande que tout soit mis en œuvre pour permettre l'ouverture de l'école sur toute l'étendue du territoire y compris la zone occupée.

Déclaration adoptée par les syndicats de l'Éducation CSC (Belgique), SNEP et SYNEMP (Bénin), SNESS (Burkina-Faso), STEB (Burundi), FECASE (Cameroun), AEFO/FCE (Canada), FETRASSEIC (Congo), SNEPCCI et SYNESCI (Cote d'Ivoire), SNES-FSU et SNUipp-FSU (France), UNSA Éducation (France), SLECG (Guinée), SNEC (Mali), SNEM (Mauritanie), SNE-FDT (Maroc), SNEN (Niger), CSQ (Québec), SNEP (Rwanda), CSC, FENECO et SYECO (RDC), FSEC (RCA), Spiru Haret (Roumanie), SNEEL (Sénégal), SER (Suisse), FESEN (Togo), SGEB-UGTT (Tunisie) ainsi que la Fédération des Associations de Parents d'Élèves d'Afrique (FAPE) réunis à Kinshasa les 3 et 4 septembre 2012 pour la XIIIe Rencontre du Comité Syndical Francophone de l'Éducation et de la Formation (CSFEF).

